



Cet article a été publié dans le premier numéro de la Revue de Droit et de Sciences Sociales (juin 2008) éditée par la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales d'Agadir, Université Ibn Zohr en collaboration avec le Centre nord-Sud de Recherches en Sciences Sociales dirigé par l'auteur.

Tourisme Durable: Fondements, Indicateurs et Apport au Développement des Pays du Sud

Mohamed BEHNASSI*

Résumé:

De nombreux pays en développement s'organisent actuellement pour développer leur secteur touristique, considéré comme un choix stratégique. Toutefois, la logique du développement associée au tourisme peut s'avérer parfois paradoxale vu que des sociétés peuvent être soit enrichies ou au contraire, déséquilibrées, voire bouleversées par la croissance irréfléchie des flux touristiques. Le tourisme, en sus de ses retombées positives, engendre des impacts socioculturels et écologiques indésirables et représente parfois un certain nombre de risques économiques. Ces constats nous amènent à poser la question de la place du tourisme dans une optique de durabilité en vue d'attirer l'attention sur la nécessité d'un rééquilibrage en faveur d'une activité encore largement sous-estimée, malgré l'importance des flux économiques et des autres impacts qu'elle engendre. Cette contribution s'inscrit dans cet esprit et propose une lecture dans ce qu'il est convenu d'appeler "tourisme durable". L'ambition est de tenter d'articuler tourisme et durabilité, en fixant les conditions sous lesquelles le tourisme peut être un vecteur de développement, en harmonie avec l'environnement et les intérêts socioculturels et économiques des pays d'accueil (notamment les pays du Sud), et ce dans une logique de dynamique durable.

Mots clés: Tourisme durable- durabilité- Indicateurs- Développement- Impacts sociaux- Impacts environnementaux.

En dépit de la prolifération des facteurs de l'insécurité internationale (terrorisme, résurgence des mouvements racistes et xénophobes, catastrophes naturelles, épidémies, etc.), plusieurs milieux politiques et économiques, intellectuels et civiles ne cessent de défendre l'importance stratégique du tourisme en tant que levier de développement, de rapprochement et de paix entre les peuples, et surtout en tant que vecteur de dialogue interculturel et interreligieux (OMT, 2008).

* Enseignant-Chercheur à la Faculté de Droit d'Agadir. Directeur du Centre Nord-Sud de Recherches en Sciences Sociales-NRCS. behnassi@gmail.com.

En effet, le tourisme est considéré à la fois comme reflet et facteur de mondialisation et un agent particulièrement efficace de l'intégration d'espaces et de sociétés à la vie internationale. Selon la CNUCED, ce secteur s'impose comme un secteur à haut potentiel,

un véritable gisement de richesses et l'une des seules possibilités viables de diversification économique, surtout pour les pays en de développement¹.

Cependant, la place officielle de ce secteur, et de ses enjeux, peut apparaître modeste voire inadéquate et insuffisante. Il est relativement sous-estimé par rapport à d'autres secteurs économiques en dépit du fait qu'il est à présent l'activité la plus dynamique au monde, une source importante de devises² et de recettes d'exportations devant plusieurs industries développées. Il est aussi le secteur économique qui jouit d'un taux de croissance très rapide et qui implique plusieurs intervenants et activités tant en amont qu'en aval. De part sa nature transversale et son effet d'entraînement sur d'autres secteurs, il est considéré également comme un moyen efficace de croissance économique et de lutte contre la pauvreté.

En se basant sur ces faits, de nombreux PED, y compris le Maroc, s'organisent actuellement pour développer leurs secteurs touristiques et se situer sur le marché du tourisme international. Toutefois, la logique du développement associée au tourisme peut s'avérer parfois paradoxale. Des sociétés peuvent être soit enrichies par l'apport substantiel du tourisme ou au contraire, déséquilibrées, voire bouleversées par la croissance irréfléchie des flux touristiques. Le tourisme, en sus de ses retombées positives, a aussi malheureusement des impacts indéniables sur l'environnement, le patrimoine et les populations des pays d'accueil³.

En plus, cette activité représente également, pour ces pays, un certain nombre de risques:

- Elle profite en grande partie aux pays les plus développés et diversifiés vu qu'une grande partie de la manne touristique retourne au Nord⁴ (les PED ne maîtrisent pas

¹ Le tourisme est la première industrie de la planète. Sa progression est de 4 % par an. Si les tendances actuelles se poursuivent, l'OMT prévoit 1 milliard de touriste en 2010 et 1.6 milliard en 2020.

² Par ex. le tourisme a été considéré en 2008, et pour la première fois au Maroc, comme la principale source de devises.

³ Par ex. la Méditerranée reçoit sur ses côtes en moyenne 2300 touristes/km, sachant qu'elle comporte 46000 km de côtes et que 30 % sont déjà artificialisés. Le Plan Bleu, organisme regroupant tous les pays de la Méditerranée pour étudier la richesse de son patrimoine naturel et culturel, prévoit qu'en 2025, si rien n'est fait pour renverser la tendance, la Méditerranée devra accueillir 3300 touristes/km et que 5000 km supplémentaires seront construits. Par ailleurs, selon l'Union Mondiale pour la Nature (UICN), le réchauffement des mers dû à l'activité de l'Homme est responsable de la disparition de 20% de la barrière de corail mondiale. Selon la FAO, 38 îles émergeant de 2 mètres à peine au-dessus du niveau de la mer sont menacées de disparition d'ici à 50 ans à cause de la montée des océans due au réchauffement climatique.

⁴ Ces fuites de revenus sont dues au fait que les touristes achètent fréquemment des voyages "clés en main" dans leur pays, et au fait que beaucoup de fournisseurs de services sont étrangers. Ainsi, les effets directs et multiplicateurs de l'industrie touristique dans de nombreux PED ne sont pas aussi élevés qu'il semblerait, car une grande partie de revenus quitte le pays hôte par ces fuites. Il est difficile de réduire celles-ci car les taux d'imposition y sont bas, et parce que peu de fournisseurs de services

les flux touristiques, qui sont largement contrôlés par des groupes internationaux basés dans les pays industrialisés);

- Les comptes en devises sont défavorables car les rentrées sont grevées par des besoins accrus en produits d'importations;
- La mono-activité et les mono-structures touristiques sont fragiles, voire dangereuses, car elles sont soumises à une demande conjoncturelle, sujette à d'énormes fluctuations;
- Les emplois touristiques sont souvent mal rémunérés, saisonniers et sans possibilités de réelles qualifications;
- Le tourisme fragilise le tissu social et bouscule les bases culturelles en renforçant les disparités sociales et en introduisant des modes de consommation souvent non durables;
- Enfin, le tourisme, par les transports émetteurs des gaz à effet de serre, contribue au déséquilibre climatique planétaire, et, par ses impacts terrestres, pollue, détruit, surexploite et artificialise les paysages (Raison d'un tourisme différent, 2008).

Cependant, jusqu'à présent, les décideurs et le grand public dans plusieurs pays ne sont que peu sensibilisés d'une part aux méfaits du tourisme et d'autre part aux moyens d'y remédier (El Alaoui, 1999). Par ailleurs, le phénomène touristique est actuellement beaucoup plus synonyme de rentabilité économique et financière. Une vision mercantile, indispensable certes pour la viabilité des projets touristiques, mais reste issue d'une vision à court terme, peu cohérente avec les discours sur la "*durabilité*" (EL Bayed, 2003).

Par conséquent, remédier aux dégâts les plus spectaculaires et aux injustices les plus flagrantes que le tourisme peut faire subir aux pays d'accueil, s'avère actuellement un enjeu stratégique plus que jamais. Dans ce sens, et compte tenu de ses différents impacts, on commence à soutenir que le tourisme, s'il pourrait être assimilé à un qualificatif, en l'occurrence à celui de *durable* ou de *responsable*, il pourra être un levier essentiel, en offrant, notamment aux PED, de nouvelles possibilités de développement¹.

Cependant, force est de constater que la recherche dans ce domaine, dans ces pays et au Maroc également, ne s'intéresse guère, ou du moins tardivement, aux questions liées au "*tourisme et durabilité*". Les études réalisées sur le tourisme ont jusqu'ici privilégiées une approche sectorielle (soit géographique, aménagiste ou économique), alors que pour mieux cerner un phénomène avec une telle complexité, il est nécessaire d'essayer de le comprendre dans sa globalité. C'est pourquoi une approche sociologique, couplée

locaux ont suffisamment de capitaux à investir dans les infrastructures nécessaires pour attirer et retenir les touristes, sachant qu'ils sont souvent concurrencés par les opérateurs internationaux.

¹ C'est dans ce sens que le tourisme a été retenu par la Commission Mondiale du Développement Durable comme thème de l'année 1999.

à une démarche interdisciplinaire, s'impose pour étudier les retombées les plus profondes que pourrait susciter un tel développement touristique.

Au fond, cette contribution ne vise pas seulement à vanter les vertus du tourisme, mais à proposer un exercice de réflexion et de méthode, en suggérant d'inscrire le développement touristique dans la durée et de veiller à l'accompagner de mesures préservant les patrimoines et rationalisant l'exploitation des ressources naturelles. En d'autres termes, l'ambition est de tenter d'articuler tourisme et durabilité, en fixant les conditions sous lesquelles le tourisme peut être un vecteur de développement, en harmonie avec l'environnement et les intérêts socioculturels et économiques des populations locales, et ce dans une logique de dynamique durable¹.

Pour ce faire, et après avoir fait un tour d'horizon des différents impacts sociaux et environnementaux du tourisme, tel quel est pratiqué actuellement (I), nous présentons les fondements et les formes du tourisme durable (II); Ensuite nous analysons l'importance et les enjeux des indicateurs de durabilité touristique comme outil de planification et de politique à la portée des décideurs (III); Enfin, nous explorons l'apport du tourisme durable au développement des pays du Sud (considérés largement comme des pays récepteurs ou d'accueil), ainsi que les différents enjeux à relever une fois ce scénario est adopté (IV).

I. Les impacts sociaux et environnementaux du tourisme

Pour certains observateurs, le tourisme constitue une opportunité à saisir par les pays soucieux de lutter contre la pauvreté et le chômage, de créer des emplois, d'aménager leur territoire et de favoriser la circulation des personnes, des idées et l'entrée de devises. Pour d'autres, au contraire, le tourisme lamine l'espace, altère les paysages et les cultures, efface les différences en banalisant à la fois les populations, leurs valeurs et leurs milieux de vie. Ces impacts négatifs sont gravement visibles dans les PED, qui restent munis de capacités insuffisantes pour faire face aux conséquences provoquées par le développement du tourisme de masse dans un contexte global de pauvreté.

En effet, c'est dans les domaines sociologique et environnemental que l'impact du tourisme est le plus aisé à démontrer, car il suffit de voyager pour se rendre compte. Cependant, ce n'est pas toujours ce qui interpelle le plus les touristes car ceux-ci s'attachent davantage à leur propre confort, à la qualité des services fournis, à leur santé en voyage, à leurs dépenses et s'intéressent rarement à la situation de leurs hôtes. Certains comportements extrêmes des touristes sont la cause de bien des malheurs dans les pays d'accueil, notamment les PED.

¹ Ce travail s'inscrit globalement dans le processus engagé par l'OMT visant à promouvoir un développement durable dans des pays où le tourisme peut en être un vecteur essentiel. Il se situe également dans le cadre du Plan Bleu de l'UNEP qui développe une prospective de coopération entre les 27 pays riverains de la Méditerranée. Plus spécifiquement, cette contribution s'inscrit dans le cadre de la Stratégie du développement touristique adoptée par le Gouvernement marocain suite aux Premières Assises du Tourisme à Marrakech en 2001, et essaie d'enrichir le débat prospectif sur le futur de ce secteur dans le cadre du "Tourisme 2030" initié par le Haut Commissariat au Plan en 2007.

Les dégâts socioculturels (1) et environnementaux (2) sur les populations d'accueil d'un tourisme "*non responsable*" qui ont été constatés jusqu'à présent peuvent être présentés comme suit:

1. Les impacts socioculturels du tourisme:

Il est certain que le tourisme, quelle qu'en soit la forme, modifie profondément le futur d'une population, plus que toute autre activité économique. Le développement du tourisme international, surtout lorsqu'il s'opère entre le Nord et le Sud, est sans doute un facteur majeur du changement sociétal puisqu'il impacte les populations d'accueil. En effet, contrairement à la production et à l'exportation de biens ou de la plupart des services, le tourisme repose sur le déplacement du consommateur. Il implique ainsi des contacts directs entre :

- touristes et travailleurs des nombreuses activités participant au produit composite qu'est le tourisme;
- touristes et habitants (les "acteurs passifs" du tourisme) même si ces contacts ne sont souvent que visuels;
- touristes et territoire de production (Caire, Roulet-Caire, 2003).

C'est dans ce cadre que le Programme des Nations Unis pour l'Environnement (PNUE) a fait en 2002 sur la question des impacts socioculturels du tourisme un inventaire synthétique qui répertorie quatre grands domaines d'impacts, à savoir: l'érosion des identités et des valeurs indigènes; les chocs de culture; les pressions physiques entraînant un stress social; et les questions éthiques.

- Sur le plan de l'érosion culturelle:

Les transformations entraînées par la marchandisation touchent souvent les cultures et les valeurs locales, notamment les aspects de rituels religieux, rites ethniques traditionnels, manifestations coutumières et festivals, transformés en produits réduits et aseptisés. Le résultat est qualifié d'appartenance ethnique reconstruite, caractérisée par des changements de valeurs, avec par exemple, la perte de respect envers les emplacements et les objets sacrés.

En plus, la standardisation touche les équipements, les paysages, les logements, la nourriture et les boissons et correspond au désir des touristes de retrouver des éléments reconnaissables dans un environnement peu familier, comme les restaurants de prêt-à-manger et les chaînes d'hôtels renommées.

Les pertes d'authenticité se manifestent souvent par la mise en conformité des expressions et des manifestations culturelles au goût des touristes, une mise en scène de vraie vie et un simulacre d'authenticité. L'explication réside dans le fait que, dans l'ensemble, les touristes se satisfont d'un aperçu de l'atmosphère locale et du mode de vie et n'y jetant qu'un regard rapide.

L'adaptation de l'artisanat aux demandes de touristes répond également à une demande croissante. Par conséquent, les artisans sont appelés à évoluer en permanence la conception de leurs produits pour les adapter aux goûts de leurs nouveaux clients.

- Sur le plan du choc des cultures:

Les dépassements de la capacité de charge s'observent au niveau social lorsque les limites de changement acceptable par le système social à l'intérieur ou autour de la destination sont dépassées, et au plan culturel lorsque les limites de la compatibilité avec la culture locale sont franchies.

Les déséquilibres économiques découlent des phénomènes d'imitation et de copie que développent certaines personnes au contact de modèles de consommation et de styles de vie différents: par exemple le contact avec des touristes à fort pouvoir d'achat peut susciter des dépenses excessives chez certains locaux, mettant plusieurs familles en situation difficile. Le risque final est souvent une augmentation des tensions sociales et parfois ethniques.

Des ressentiments face à certains comportements s'observent dans des pays dont les valeurs sont en décalage avec les comportements des touristes (habillement, nudité partielle ou totale, consommation d'alcool, etc.). Le modèle contesté est ressenti comme imposé et, parfois, comme une incitation au non respect des traditions et religions locales. Il s'ensuit des tensions au sein de la communauté et des réactions d'extrémisme.

D'un autre côté, les discriminations professionnelles se traduisent par des postes généralement peu qualifiés et rémunérés (personnel d'entretien, serveurs, jardiniers, travaux manuels, etc.) tandis que les salaires élevés vont aux étrangers ou aux nationaux les plus *urbains*. De plus, on constate que les ressortissants possédant le savoir-faire requis pour exécuter un niveau plus élevé de tâches quittent leurs pays d'origine, moins attractifs que les destinations étrangères. Ceci épuise souvent le capital humain des pays d'accueil et augmente la fracture interculturelle.

- Sur le plan des pressions physiques, facteur de stress social:

Les conflits d'usage des ressources proviennent de la concurrence entre le tourisme et les populations locales pour l'usage de certaines ressources primordiales telles que l'eau, l'énergie et le transport. Cela engendre parfois des conséquences en termes d'efforts supplémentaires demandés à la population locale pour contribuer, par exemple, pour l'eau, aux coûts d'infrastructure et d'équipements d'approvisionnement ou de traitement de l'eau potable.

Par ailleurs, les conflits avec les usages traditionnels de la terre sont particulièrement aigus dans des secteurs intensément exploités tels que les zones côtières ou les bords de fleuve. Les conflits surgissent quand le choix se fait en faveur d'équipements et infrastructures touristiques au détriment des usages traditionnels du territoire. La population indigène est fréquemment perdante car la valeur économique globale du tourisme est considérée comme supérieure.

De plus, la détérioration culturelle et les dommages aux éléments du patrimoine peuvent résulter parfois du vandalisme, du vol, de la détérioration ou du déplacement illégal de biens culturels.

- Sur le plan éthique:

Le taux de criminalité augmente avec la croissance de l'urbanisation d'un territoire et de sa fréquentation, car la présence d'un grand nombre de touristes possesseurs de liquidités et d'objets de valeur, favorise certains phénomènes tels que le vol, le commerce de la drogue et la mendicité. La répression de ces phénomènes aggrave souvent les tensions sociales au lieu de les prévenir.

Le recours au travail des enfants est également un problème majeur dans ce cadre: selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT) environ 10% à 15% des emplois touristiques sont dévolues à des enfants dans des conditions critiquables (horaires journaliers importants, emplois instables, salaires minimes, peu de formation et d'opportunités de qualification). A cela s'ajoute aussi les abus commis dans les secteurs informels des activités collatérales du tourisme. Les développements récents du secteur (libéralisation, concurrence, concentration, baisse des prix de voyage, croissance de la sous-traitance) tendent à accroître le recours à cette main-d'œuvre bon marché et flexible.

Le tourisme sexuel se développe également dans plusieurs régions du monde. Le chômage et l'attrait de l'argent facile, conjugués à une envie de consommation de biens nouveaux, poussent beaucoup de jeunes, y compris des enfants, à se prostituer, avec le risque d'être pris dans l'engrenage du nouvel esclavage, de la dépendance à la drogue et des maladies sexuellement transmissibles.

2. L'impact environnemental:

Les impacts du tourisme sur l'environnement sont nombreux, importants et complexes. Le développement touristique a effectivement déjà dégradé de nombreux écosystèmes, particulièrement dans les régions côtières et montagnardes connues par leur vulnérabilité, ce qui est devenu incompatible avec la logique de développement durable. Cet aspect du tourisme est beaucoup plus médiatisé et a davantage les faveurs du public que l'aspect socioculturel. Mais, malgré la sensibilité du public à cette cause, ces dégâts sont toujours à déplorer.

- Impacts sur la biodiversité:

La biodiversité est essentielle pour le bien-être et pour le développement économique. A l'échelle du globe, la biodiversité est malheureusement dégradée à un taux bien plus élevé que celui des disparitions naturelles. La perte de biodiversité et la détérioration des écosystèmes sont causées principalement par les conversions d'occupation du sol, la pollution, l'exploitation non durable des ressources naturelles, l'introduction d'espèces envahissantes et les effets possibles des changements climatiques. Il faut souligner aussi que les milieux les plus riches en biodiversité sont aussi les milieux les plus attractifs pour le tourisme, mais les plus sensibles à ses impacts.

Le développement touristique est souvent trop rapide et mal planifié, menant à des changements soudains de paysage, sur de courtes périodes, notamment du point de vue de la déforestation et de l'assèchement des zones humides. De telles perturbations aboutissent à une perte irréversible de biodiversité, en contradiction avec les dispositions de la Convention des NU sur la Biodiversité (CBD) (Brüggemann et al., 2002).

Le problème reste l'externalisation du coût des impacts, dus par exemple à la construction d'infrastructures et au développement d'activités touristiques: la destruction des habitats et la rupture de continuité terre-mer, sont les conséquences les plus visibles de la sur-construction et de la sur-fréquentation des zones littorales. Les récifs coralliens, écosystèmes très riches mais fragiles, sont les victimes les plus flagrantes de ces excès. L'extraction de sable, l'érosion des plages et des dunes, la dégradation des sols entraînent souvent une perte de biodiversité et de qualité paysagère (Costas, 2003).

Le piétinement excessif en dehors de sentiers balisés provoquent aussi des dégradations réelles de la végétation (tiges brisées, pertes de matière organique) et de la qualité des sols (baisse de perméabilité, érosion, etc.). Les pressions sur le foncier sont également omniprésentes dans le développement touristique que les pressions sur les ressources: le tourisme consomme beaucoup d'espaces, et si possible des espaces de qualité.

- Altération des ressources hydriques et énergétiques:

Le tourisme accroît les problèmes d'approvisionnement en eau en concentrant la demande sur de courtes périodes, en particulier dans les régions sèches, ensoleillées, préférées des touristes où ces ressources sont déjà rares¹ (PNUE, 2004). Ceci met sous pression les ressources hydriques conventionnelles et mène à des situations de surexploitation. De plus, les infrastructures nécessaires pour pallier à cette demande saisonnière (réservoirs, systèmes de transfert) sont surdimensionnées le reste de l'année.

Le tourisme est aussi un gros consommateur de produits énergétiques impliquant des dépenses très élevées, ce qui peut alourdir la facture énergétique du pays, pénalisant par là-même les possibilités de développement d'autres secteurs économiques.

- Les pollutions engendrées:

Les pollutions dues au tourisme peuvent avoir des origines variables. Les différents moyens de transports (aérien², maritime, routier, ferroviaire et fluvial) jouent un rôle clé. Dans le bassin méditerranéen par exemple, on estime que le tourisme est

¹ Les touristes utilisent souvent des quantités d'eau disproportionnées. Ils peuvent consommer jusqu'à 300 litres d'eau par jour quand, en Europe, la consommation moyenne par ménage ne dépasse pas 150 à 200 litres par jour. Un parcours de golf de 18 trous consomme environ 200 000 litres d'eau par jour. Source : PNUE, 2004. Plan Bleu 2004, Tourism Concern.

² Selon Le Panel Intergouvernemental sur les Changements Climatiques (GIEC), 5% des émissions de carbone mondiales sont dues aux voyages aériens.

responsable de 7% de la pollution totale. Parallèlement, l'augmentation de la pollution dans ces régions a également des effets négatifs sur le secteur touristique.

Chaque européen produit au moins un kg de déchets solides par jour (IFEN). Les 692.5 millions de touristes internationaux en 2001 ont probablement généré près de 4.8 millions de tonnes de déchets (PNUE 2003).

Un touriste produit en moyenne 180 litres d'eaux usées par jour (AEE 2003). Ceci représente une pression particulièrement grave sur l'environnement, pouvant menacer la santé humaine et la vie sauvage. Bon nombre d'infrastructures touristiques sont isolées et rarement connectées au réseaux de traitement, conduisant à des déversements massifs d'eaux usées en mer et rivières. Dans tous les cas, si l'eau n'est pas traitée ou recyclée, elle causera forcément de la pollution. Dans les régions tropicales, par exemple, les effluves des égouts endommagent les récifs coralliens, notamment en stimulant les "blooms algales", obstruant les siphons des coraux, les empêchant de s'alimenter.

II. Tourisme durable: définitions, formes et fondements

1. Tourisme et durabilité: quels rapports?

À l'heure où nous sommes préoccupés par les effets de la mondialisation, la détérioration de l'environnement, la propagation du SIDA et par beaucoup d'autres problèmes qui influent sur notre milieu et notre qualité de vie, le développement durable s'impose comme une solution à plusieurs maux. Issue du Rapport Brundtland en 1987, cette notion sous-tend *"un processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur de satisfaction des besoins des hommes"*.

Si le développement veut lier l'économique et le social, le développement durable y ajoute la dimension environnementale et éthique. A ce titre, l'Agenda 21 adopté suite à la Conférence de Rio en 1992, propose une stratégie de transition permettant d'adopter des modes de développement plus aptes à préserver les ressources de notre planète, et du coup *"prévenir les problèmes d'environnement et de développement risquant de produire des catastrophes écologiques et économiques"* (Cazes et Lanquar, 2000 :7).

Le modèle de développement durable cherche à marquer la rupture nécessaire avec le modèle traditionnel de développement axé sur les pratiques productivistes outre mesure, trop orientées vers l'exploitation des ressources naturelles et l'accumulation rapide des richesses au profit d'une minorité. Dans cet ordre d'idées, l'approche sociale constate que la croissance économique n'est pas toujours synonyme de progrès humain. Le développement doit alors devenir durable socialement, y compris sur le plan local, si l'on veut lutter contre l'exclusion.

En substance, le développement durable doit répondre à deux exigences centrales: premièrement exploiter le patrimoine des ressources naturelles de manière suffisamment rentable pour assurer la croissance économique, tout en sauvegardant

l'intégrité des écosystèmes; deuxièmement, préserver la base des ressources afin qu'elle puisse satisfaire les demandes raisonnablement prévisibles des générations futures.

Le monde touristique n'échappe pas à cette logique. Le tourisme évolue actuellement à un tel point que la croissance de ses flux n'est pas sans conséquences sur l'environnement, tant social que physique, des destinations visitées. En se basant sur un tel constat, on peut avancer que le calcul de rentabilité de toute activité économique, y compris l'activité touristique, n'est plus viable s'il ne prend pas en compte l'ensemble des gains et des coûts à long terme (coûts liés par exemple à la dégradation de l'environnement) et touchant l'ensemble de la société (impacts sur les autres secteurs économiques, sur la qualité de vie des habitants, etc.).

Dans cet ordre d'idées, le *tourisme durable* peut être d'un apport considérable comme le meilleur gage d'une rentabilité durable et de la reproduction de l'activité elle-même, car il permet de préserver l'attractivité durable, et donc le succès d'une destination. Autrement dit, le tourisme est un secteur économique où la durabilité peut être un facteur favorable, car il s'agit d'une activité:

- caractérisée par une croissance supérieure à la moyenne¹: ceci s'explique à la fois par la démocratisation du transport aérien, par l'accroissement des dépenses touristiques des ménages et par une extension du temps de loisirs, facteurs de croissance qui devraient perdurer;
- par nature territorialisée, et de ce fait est irrémédiablement au confluent de l'économique, du culturel et de l'environnemental;
- qui engendre une concentration des populations sur des périodes restreintes (saisons), sur des espaces limités et souvent caractérisés par un équilibre fragile (littoral, centres historiques, montagnes, petites îles...), concentration qui de plus peut être source de conflits d'usage avec la population locale (eau, chasse, agriculture, encombrements routiers, renchérissement des prix...);
- qui, en tant qu'activité de contact, porte en puissance des capacités à produire des changements sociaux, à déstructurer les sociétés locales et à homogénéiser les cultures et les modes de vie;
- qui doit préserver le droit au voyage des générations futures, leur droit à la découverte et à la connaissance d'une planète diverse naturellement et culturellement;
- liée aux systèmes de valeurs: parler du tourisme c'est parler de la nature, de la beauté, du jugement moral, de la vérité, de la réalité, de l'obligation, etc.

En définitive, il convient désormais de mieux piloter le développement et l'expansion touristiques pour appliquer les concepts du développement durable (Laliberté, 2005). Certes, le tourisme durable ne peut pas se concevoir uniquement en termes de logique gagnant-gagnant, il génère forcément des conflits, des choix et donc des renoncements.

¹ Le nombre de voyages touristiques internationaux est passé de 170 millions en 1970 à 698 millions en 2000 et devrait atteindre à l'horizon 2020, plus d'un milliard et demi.

2. Les formes du tourisme durable

Toutes les formes de tourisme dont on parle actuellement, et que l'on qualifie souvent d'alternatives, gravitent autour du concept de développement et de tourisme durable, chacune mettant l'accent sur un aspect particulier:

- *Tourisme équitable:*

Généralement associé aux relations Nord-Sud, ce type de tourisme s'inspire des principes du commerce équitable. Il fait en sorte que les communautés locales soient impliquées dans les prestations touristiques et bénéficient des retombées économiques, et ce, afin de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie. Pour ce motif, le tourisme équitable suppose un partage équitable des bénéfices, de façon à ce que le tourisme devienne un facteur favorable et réel de cohésion économique et sociale entre les peuples et les territoires. Dans cette perspective, les intervenants doivent contribuer à l'épanouissement des populations locales en favorisant l'emploi du personnel local, l'achat local et la redistribution équitable des revenus d'opération, particulièrement chez les catégories socio-économiques défavorisées (Normand, 2003: 4-5).

On n'a pas hésité à aller plus loin en soulignant notamment l'implication active de la communauté locale à tout projet touristique. Dans ce sens, le tourisme équitable deviendra un ensemble d'activités de services, proposées par des opérateurs touristiques à des voyageurs responsables, et élaborées par les communautés d'accueil (ou tout au moins en grande partie avec elles). Ces communautés participent de façon prépondérante à l'évolution de la définition de ces activités (possibilité de les modifier, de les réorienter voire de les rompre). Elles participent aussi à leur gestion continue de façon significative (en limitant au maximum les intermédiaires n'adhérant pas à ces principes du tourisme équitable). Les bénéfices sociaux, culturels et financiers de ces activités doivent être perçus en grande partie localement, et équitablement partagés entre les membres de la population locale.

- *Écotourisme:*

Il est principalement lié aux formes de tourisme pratiqué en milieu naturel et à la notion d'apprentissage. Conformément aux récentes caractéristiques retenues par l'OMT et le PNUE, on peut décrire l'écotourisme comme une forme de tourisme qui vise à faire découvrir un milieu naturel tout en préservant son intégrité, qui comprend une activité d'interprétation des composantes naturelles ou culturelles du milieu (volet éducatif), qui favorise une attitude de respect envers l'environnement, qui repose sur des notions de développement durable et qui entraîne des retombées socio-économiques positives pour les communautés locales.

- *Tourisme solidaire:*

Ce tourisme mise sur la relation entre les peuples, entre visiteurs et visités et sur la notion de solidarité où les touristes contribuent à l'amélioration des conditions de vie des communautés visitées. Dans sa façon de voyager, le touriste soutient des actions de développement, participe au financement d'un projet social ou peut même agir à titre

de bénévole dans le cadre d'un programme spécifique. Par ailleurs, le tourisme solidaire et responsable regroupe les formes alternatives de tourisme qui mettent au centre du voyage l'Homme et la rencontre et qui s'inscrivent dans une logique de développement des territoires. L'implication des populations locales dans les différentes phases du projet touristique, le respect de la personne, des cultures et de la nature et une répartition plus équitable des ressources générées sont les fondements de ce type de tourisme.

- *Tourisme responsable:*

Ce type de tourisme, aussi appelé tourisme éthique, fait référence à la conscience sociale et à la façon de voyager du touriste. Le touriste dit responsable est appelé à adopter un comportement qui vise à respecter les valeurs culturelles des populations visitées, ainsi que leur milieu naturel et habité. Dans cette optique, les organismes décideurs et les entreprises peuvent aussi être parties prenantes d'un tourisme responsable, tant en ce qui touche leurs politiques de développement que leurs produits.

- *Tourisme social:*

Selon le Bureau International du Tourisme Social (BITS), ce concept réfère aux programmes, aux réalisations et aux actions visant à rendre effectifs le droit aux vacances et l'accessibilité au tourisme à tous les groupes de la population, notamment les jeunes, les familles, les retraités, les handicapés, les personnes aux revenus modestes, etc. A cela s'ajoute aussi la qualité de la relation entre les touristes et les communautés d'accueil (Jolin, 2004).

Le tourisme social soutient que les populations de plusieurs pays, principalement celles des pays du Sud et de quelques pays de l'Est, ne doivent pas être contraintes, par des mesures politiques et administratives, à ne participer à l'activité touristique internationale que sous l'angle de l'accueil des touristes occidentaux, et qu'en conséquence des efforts doivent être entrepris à tous les niveaux pour garantir la libre circulation des personnes en favorisant l'obtention de visas de tourisme peu importe l'origine du demandeur. L'accessibilité au tourisme signifie aussi que les visités doivent avoir accès à leurs propres ressources touristiques et qu'elles puissent bénéficier des retombées.

De manière générale, cette forme de tourisme a pour première vocation d'élargir l'accès au tourisme et ce mouvement a essayé tout récemment d'intégrer les questions d'équité et de solidarité avec les communautés d'accueil. Néanmoins, les préoccupations de développement local (notamment rural), d'aménagement du territoire, et de conditions de travail et de droits sociaux sont aussi au cœur de son projet (Caire, Rouillet-Caire, 2003).

3. Les fondements du tourisme durable

Si la notion du *tourisme durable* est relativement récente et n'a fait jour qu'au début des années 1990 dans la foulée du Sommet de Rio et de l'Agenda 21, les préoccupations qu'il

intègre sont presque aussi vieilles que le tourisme. Selon l'OMT, la définition conceptuelle de cette notion se lit comme suit: Les principes directeurs du développement durable et les pratiques de gestion durable du tourisme sont applicables à toutes les formes de tourisme dans tous les types de destination, y compris au tourisme de masse et aux divers créneaux touristiques. Les principes de durabilité concernent les aspects environnemental, économique et socioculturel du développement du tourisme. Pour garantir sur le long terme la durabilité de ce dernier, il faut parvenir au bon équilibre entre ces trois aspects.

La définition choisie par la Charte européenne du tourisme durable en espaces protégés (signée en 1998 par 10 parcs naturels régionaux fondateurs de 7 pays différents) a le double avantage de la concision et de l'intégration de l'ensemble des dimensions du tourisme durable: "*toute forme de développement, aménagement ou activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales, et contribue de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent ou séjournent dans les espaces protégés*".

Dans le même esprit, et selon le premier article de la Charte du Tourisme Durable de l'OMT adoptée en 1995, la notion du *tourisme durable* reprend le tryptique devenu actuellement familier du développement durable: "*il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique, et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales*". Les autres articles de cette chartre détaillent les principaux éléments de ce tourisme voulu "*harmonieux et maîtrisé*":

- Le *milieu écologique* à protéger et à mettre en valeur est entendu au sens de maison commune: il englobe à la fois la nature et la faune, le patrimoine paysager, historique et architectural (y compris le bâti non protégé), ainsi que le *patrimoine de vie* (ethnologique et culturel);
- Les notions de développement et de progrès doivent être redéfinis *en relativisant les indicateurs quantitatifs traditionnels de l'économie du tourisme* (nombre de visiteurs, multiplicateur de dépenses, emplois créés, recettes en devises, etc.) et en prenant en compte l'ensemble des coûts (environnementaux, culturels et sociaux) de l'activité sur le long terme, la répartition des richesses induites et la qualité de vie des populations concernées;
- La recherche d'un tourisme durable passant par une planification stratégique globale induit nécessairement une réflexion, une consultation, une information constante, une participation au processus décisionnel et un partenariat entre tous les acteurs: institutions publiques internationales, nationales et locales, ONG, entreprises (des secteurs touristiques mais aussi agricoles, industriels et d'artisanat), population locale, travailleurs permanents et saisonniers, tour-opérateurs et touristes eux-mêmes¹. Il

¹ Selon la Charte Européenne du Tourisme Durable dans les espaces protégés, "*la mise en œuvre d'un tel tourisme nécessite une réflexion globale, concertée et le renforcement de toutes les interactions positives entre l'activité touristique et les autres secteurs du territoire*".

s'agit donc d'adopter une autre méthode de gouvernance avec l'idée que la réussite d'un projet repose nécessairement sur une cohésion sociale afin de créer ensemble la richesse (Caire, Rouillet-Caire, 2002);

- Plus largement le tourisme durable s'intègre dans une conception éthique du tourisme¹, facteur d'épanouissement individuel, et pouvant favoriser le rapprochement et la paix entre les peuples, créant une conscience respectueuse de la diversité des cultures et des modes de vie.

Ceci dit, le tourisme durable a été qualifié non seulement comme activité génératrice de richesses, mais aussi comme moyen de transformation sociale, de protection de l'environnement, et aussi de rééquilibrage des régions puisque la concentration des investissements sur certaines régions du pays au lieu de leur répartition sur l'ensemble, permet d'attirer davantage de touristes et de les faire rester plus longtemps dans certaines destinations, mais sur le long terme cela peut créer des déséconomies d'échelle, une saturation des équipements et une dégradation de l'environnement physique et humain de la zone.

Le tourisme durable serait donc l'organisation d'une véritable rencontre respectant les valeurs locales et le milieu physique, et développée en partenariat volontaire avec les parties intéressées, notamment la population locale. Il s'agit donc de considérer le territoire en tant qu'espace façonné par l'histoire. Ce qui revient à dire qu'il ne faut pas espérer mettre au point une forme de tourisme durable qui prévaudrait quel que soit le prix. Ce serait nier sa propre définition, c'est-à-dire considérer les processus de développement comme uniformes, et par là ignorer les spécificités du territoire (son histoire, sa propre logique, etc.) (EL Bayed, 2003).

Il faut noter également que le tourisme durable essaie de répondre actuellement aux besoins des touristes et des destinations qui les accueillent tout en protégeant et en améliorant les ressources pour l'avenir. C'est un tourisme qui mène à une gestion intégrée de toutes les ressources de manière à combler les besoins économiques, sociaux et esthétiques tout en préservant l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels, la biodiversité et le milieu vital. Il concerne en outre les façons de faire, de gérer et de développer qui sont adoptées et mises en pratique par les exploitants touristiques (Tourisme Québec, 2003).

III. Les enjeux des indicateurs de durabilité dans le domaine touristique

1. Définition de l'indicateur:

Un indicateur est un variable qui peut prendre un certain nombre de valeurs (statistiques ou autres) ou d'états (qualificatifs) selon des circonstances (temporelles, spatiales par exemple dans les domaines qui nous occupent). Ces valeurs ou états peuvent être parfois mesurés ou observés directement et ils résultent, dans la majorité

¹ La lutte contre le tourisme sexuel par exemple est en parfaite coïncidence avec cette recherche d'éthique.

des cas, d'une analyse et d'un traitement de données de base. Ce traitement est plus ou moins sophistiqué et, quant il aboutit à un haut degré de combinaison et d'agrégation, on a plutôt tendance à parler d'indices: il n'y a donc pas de différence entre indices et indicateurs, juste une différence de complexité (Ceron et Dubois, 2000: 30-46).

Le point clé qui distingue l'indicateur de la donnée de base est sa capacité à porter une signification qui dépasse la simple valeur quantitative fournie, de la même manière qu'une température de 39 °C reflète certes la température du corps d'une personne, mais indique en même temps qu'elle est malade (Rechatin, 1997:30). Cette capacité des indicateurs fait leur intérêt: ils permettent de résumer et de simplifier de l'information, de rendre visibles certains phénomènes, et de quantifier des problèmes déjà connus. Cette signification provient de l'interprétation qui en est faite, de leur restitution dans un diagnostic ou une analyse commentée.

Il faut également rappeler que l'élaboration des indicateurs doit se reposer sur des bases scientifiques solides (accord des experts sur la capacité de telle variable à renseigner tel phénomène) et sur des données fiables. L'exigence scientifique veut que tout intervenant ayant à évaluer la même chose et placé dans les mêmes conditions aboutira à la même conclusion. Cela n'exclut pas les marges d'erreur, mais elles doivent être explicitées. De plus, le caractère qualitatif de certains indicateurs ne doit pas permettre d'échapper à ces exigences¹.

L'exigence de rigueur scientifique renvoie également à un autre problème délicat. Les indicateurs étant fréquemment utilisés dans un contexte normatif (la décision politique) qui implique des jugements de valeur sur la réalité qu'ils sont censés décrire, on peut se demander si les jugements de valeur doivent pénétrer l'indicateur lui-même ou lui rester extérieurs. Les utilisateurs poussent souvent à l'inclusion des jugements de valeur, à la fois parce qu'elle leur simplifie la tâche et parce que cela dispense de s'expliquer sur certains choix effectués (les décisions sont alors guidées par des indicateurs qualitatifs qui revêtent l'apparence de la scientificité). L'inclusion de jugements de valeur peut s'effectuer de trois manières: directement au moment de l'observation ou de l'évaluation, ajoutée après l'observation des données ou véhiculée par les pondérations en cas d'agrégation (Ceron et Dubois, 2000:34).

2. L'avènement des indicateurs de durabilité:

Bien que d'apparition relativement récente, le concept de développement durable s'est diffusé rapidement et il est actuellement de plus en plus inscrit dans les discours politiques ou les processus décisionnels, sans forcément être mis systématiquement en pratique. Mais au delà des discours, plusieurs tentatives pour rendre opérationnel ledit

¹ Les indicateurs qualitatifs peuvent donner lieu à un classement des observations sur une échelle numérique (par exp. 1 pour l'état le plus déplorable, 5 pour le meilleur...) qui ne doit pas faire croire à un indicateur quantitatif, surtout si plusieurs indicateurs de ce type sont combinés, pondérés pour aboutir à un indicateur plus synthétique. Cela n'est que la première dérive à laquelle peuvent donner lieu les indicateurs qualitatifs.

concept ont été entreprises. Il en est ainsi des procédures d'identification et d'évaluation qui visent à fournir des indicateurs de durabilité (Madec, 2003).

Historiquement, l'élaboration des premiers indicateurs a été le résultat d'une demande sociale, voire politique. Dès le début, on s'est attendu qu'ils rendent compte d'une réalité complexe et difficile à cerner: l'exemple type est celui de la richesse de la nation et de son développement économique, considérés comme les bases du bien être collectif, dont le PNB était censé rendre compte. Avec cet indicateur, on était censé pouvoir mesurer les évolutions ou se comparer aux autres pays. Cet indicateur n'a guère fait l'objet de critiques tant que la croissance a été forte et tant qu'a tenu le consensus sur son contenu. Lorsque cela a cessé, on est entré dans une seconde étape de construction d'indicateurs suite à la montée en puissance des mouvements environnementaux et sociaux depuis les années 1970. Depuis lors, on s'est orienté vers la recherche d'indicateurs sociaux et environnementaux destinés à corriger le caractère trop économiste de l'indicateur PNB. Cette évolution s'est traduite par l'avènement de la notion du développement durable qui avait l'avantage, de par sa généralité, de permettre la rencontre des acteurs qui jusque-là s'ignoraient ou s'excluaient. Ceci est d'autant que cette notion fait l'objet de déclinaisons pour toutes les activités (y compris le tourisme). Cependant, dans de telles conditions, les discussions peuvent rapidement se révéler inconsistantes.

En effet, dans les débats sur le développement durable, le lien entre discussions globales et théoriques se situant le plus souvent à un niveau national voire international, et leur mise en pratique aux différentes échelles territoriales, s'établit difficilement. Par ailleurs, le développement durable marque l'affirmation de problématiques globales et de long terme comme priorités dans l'agenda d'un certain nombre d'acteurs. Mais, il peut être également considéré comme une notion floue qui a l'avantage de rassembler des acteurs dont les vues sur un même problème sont divergentes. Cette rencontre d'acteurs pose deux questions:

- la définition d'un langage commun et l'élaboration d'une vision partageable de la réalité; et
- la mise au point d'instruments pouvant aider sur le terrain, à la transcription, au suivi et à l'évaluation des politiques élaborées.

C'est certainement à ces exigences que l'élaboration d'indicateurs de durabilité est censée répondre. D'autant plus que l'Agenda 21, dans le chapitre 40, a déjà insisté sur le fait que le besoin d'information sur le développement durable *"se fait sentir à tous les niveaux [...], il faut donc élaborer des indicateurs de développement durable afin qu'ils constituent une base utile pour la prise de décisions à tous les niveaux"*.

De ce fait, on peut dire que le développement durable a suscité une nouvelle demande d'indicateurs en même temps qu'il est venu rajouter un élément de complexité à un domaine qui n'était déjà pas bien stabilisé. Par conséquent, les indicateurs construits doivent d'abord traduire la double nature normative et évaluative du développement durable. Il faut souligner encore que la réflexion sur les indicateurs de développement

durable est un fait récent, une pratique encore hésitante autour de laquelle il n'existe pas à ce jour de véritable consensus et moins encore de méthodes formellement établies ou de canevas universellement reconnu permettant leur plus large utilisation (Deprez et Bourcier, 2007).

Néanmoins, les recherches engagées¹ sur les indicateurs de durabilité semblent une bonne opportunité pour progresser dans les méthodes d'évaluation de la durabilité. Leurs résultats sont un excellent instrument de débats, de comparaison et de synthèse. Ils permettent surtout de rationaliser un besoin réel d'information en matière de durabilité, en mettant en évidence les difficultés des appareils statistiques à illustrer des problématiques émergentes ou même des enjeux plus classiques présentés sous un angle différent.

Pourtant, la recherche d'indicateurs, parce qu'elle révèle dans certains cas les difficultés à atteindre un consensus scientifique ou politique, présente par là même un intérêt. En faisant apparaître des points de tension, la recherche de données et leur présentation sous une forme ouverte devrait constituer un excellent outil d'échange. En d'autres termes, la recherche d'indicateurs peut être considérée comme l'un des instruments de coordination, de décloisonnement et de dialogue entre les acteurs (Ceron et Dubois, 2000: 17).

3. Enjeux des indicateurs de durabilité pour le tourisme

L'enjeu le plus évident est sans doute l'amélioration des démarches d'évaluation et l'aide objective à la décision. En effet, dans un secteur où la faiblesse de l'information statistique est souvent soulignée, le développement durable est venu ajouter un ensemble de questions nouvelles, qui obligent les méthodes d'évaluation à se renouveler en recourant notamment aux indicateurs. Ceux-ci, en retour, mettent en évidence un besoin d'améliorer les systèmes d'information et ils témoignent d'une volonté de donner un contenu concret à la notion de développement durable, que les débats théoriques et les invocations idéologiques risquent de vider son sens (les notions de ce type risquent de s'user si on se contente des discussions générales et on ne montre pas qu'elles peuvent déboucher sur des applications).

Par ailleurs, l'application des indicateurs de durabilité au tourisme peut avoir comme objectif ultime, de délimiter les champs à l'intérieur desquels le développement d'un tourisme durable se trouverait capable de répondre à la fois aux besoins des touristes et des régions qui les accueillent, tout en ménageant et améliorant les possibilités futures. En termes de planification touristique, ces indicateurs doivent constituer des outils d'aide à la décision pour une gestion de toutes les ressources à même à la fois de satisfaire les besoins économiques, esthétiques et sociaux, et de préserver l'intégralité culturelle, les écosystèmes, la biodiversité et les systèmes de soutien à la vie (OMT,

¹ On peut distinguer généralement ici entre les travaux de groupes de réflexion animés par des universitaires et des ONG et les travaux des organismes internationaux (les indicateurs des de l'ONU sont typiques de cette tendance: juxtaposition d'indicateurs économiques, environnementaux et sociaux censés être pertinents pour tous les pays).

1999 :22). Et puisque l'élaboration des indicateurs est en principe couplée à un processus décisionnel, l'étude des expériences actuelles montre des avis assez divergents sur les politiques de développement touristique de demain et sur la gouvernance du secteur; ils sont un bon révélateur des enjeux qui le parcourent (Ceron et Dubois, 2000:30-46).

Dans ce cadre, la construction d'indicateurs permet d'une part au tourisme dans une perspective de durabilité de rester étroitement lié à la maîtrise des équilibres environnementaux et sociaux au sein du territoire, et d'autre part aux acteurs du secteur (organisations internationales, services de l'Etat, collectivités locales, entreprises...) d'élaborer des tableaux de bord leur permettant de mesurer leurs progrès vers la durabilité.

Il faut souligner ici que plusieurs initiatives ont été prises pour mettre en place des tables d'indicateurs afin d'orienter le diagnostic et la planification touristiques selon la logique du développement durable. Dans l'ensemble, on a du mal à retrouver cette dualité entre les travaux universitaires et travaux des organismes gouvernementaux ou internationaux. L'expertise et les travaux s'inscrivent très généralement dans un cadre géré par les institutions, surtout au niveau international (exemple de l'OMT). Cela traduit sans doute la faiblesse des réflexions alternatives sur le tourisme en général (contrairement à ce qui se passe dans d'autres domaines comme l'environnement), et sur le lien tourisme-environnement en particulier: les remises en cause découlant d'une intériorisation de la notion du développement durable s'en trouvent un peu limitées (Ceron et dubois, 2000:37).

La principale évolution des dernières années est le passage progressif d'indicateurs économiques ou environnementaux classiques à des essais de démarches d'ensemble, combinant thèmes économiques, sociaux et environnementaux dans une approche qui se veut cohérente.

Parmi les travaux les plus récents visant à la construction d'une batterie complète d'indicateurs de durabilité touristiques, on retiendra d'abord celui de l'OMT. Ce travail propose deux séries d'indicateurs: des indicateurs fondamentaux du tourisme durable et des indicateurs propres à chaque grand type de destination (zones littorales, parcs, etc.). Certains de ces indicateurs soulèvent des craintes quant à leur mise en œuvre: le calcul de la proportion de l'activité économique due au seul tourisme soulève par exemple des difficultés redoutables. Définir toutes les activités s'occupant partiellement du tourisme et évaluer ce pourcentage, trouver des données détaillées par activité et à l'échelon géographique étudié peut s'avérer impraticable, même dans des pays disposant d'un appareil statistique développé. D'autres indicateurs laissent entrevoir le débat qui peut exister sur leur quantification. Peut-on qualifier d'indicateur un renseignement non chiffré et comportant une forte dose d'appréciation subjective, même si la subjectivité est camouflé par un classement par exemple sur une échelle de 1 à 5.

Ces difficultés de mise en œuvre ont suscité d'autres travaux sur les indicateurs. Dans ce sens, Middleton, dans une perspective d'autorégulation du secteur du tourisme,

souligne l'impossibilité d'élaborer en Europe, à une échelle nationale, une batterie d'indicateurs permettant d'assurer des comparaisons d'un pays à l'autre. Il pense qu'il faut partir du niveau de l'entreprise et des grandes destinations touristiques pour élaborer des indicateurs qui seraient concrètement utilisables sur le terrain. Il dresse une liste d'indicateurs pour chacun des secteurs ciblés (grands hôtels, tour-opérateurs, équipements et sites touristiques, autorités locales...), en préconisant de s'adresser d'abord aux acteurs de taille importante (Middleton, 1999).

De manière générale, en tant qu'instrument d'aide à la décision, l'indicateur peut être utilisé aussi bien dans le cadre de la gestion que de la politique. En conséquence, il est dangereux de penser que les indicateurs ont une capacité de réponse illimitée. En d'autres termes, les différents tables d'indicateurs de durabilité touristique proposés, malgré leur diversité, proposent des outils de gestion voire de planification qui sont très utiles. Mais, les adopter sans les adapter serait un pur leurre. Leur utilité vérifiée pour définir les fameuses *capacités de charges* et des *seuils de tolérance* dans lesquels le tourisme peut exercer ses activités à l'abri de toute nuisance, sans agressivité, tant pour les ressources naturelles, que pour les patrimoines locaux et la structure socio-économique des sites touristiques, est tout à fait salulaire.

En tous cas, il est important de souligner qu'un bon indicateur doit donner une représentation cohérente de mécanismes complexes sous une forme qui peut aider les décideurs et non pas les troubler (Cazes et Lanquar, 2000:7). Dans ce contexte, l'OMT suggère cinq critères généraux d'évaluation pour construire ces indicateurs, à savoir :

- La disponibilité des données de départ;
- La crédibilité et compréhension facile de l'indicateur;
- La capacité de l'indicateur d'assurer des comparaisons dans le temps et dans l'espace;
- La capacité de prévision et de mesure des tendances à long terme;
- L'attractivité politique de l'indicateur pour sa viabilité.

En somme, les impératifs d'adapter l'usage des indicateurs aux contextes locaux supposent beaucoup de vigilance quant à leur application dans les PED où la disponibilité des données sur l'activité touristique, leur fiabilité et leur actualité semblent constituer un véritable obstacle devant la banalisation de cet instrument de politique touristique.

IV. Tourisme durable et pays du Sud

Les PED, en vue de développer le tourisme durable, sont appelés à relever un ensemble d'enjeux (1) pour garantir le succès de tout projet inscrit dans ce sens et en tirer parti (2). De plus, plusieurs mécanismes peuvent être expérimentés pour faciliter l'accès de ces pays au tourisme durable, à savoir: les capacités d'autorégulation du marché du tourisme et l'intervention de la régulation publique (3).

1. Enjeux à relever pour la promotion du tourisme durable

La promotion du tourisme durable ne peut être réalisable que s'il prend en compte un certain nombre d'impératifs qu'on peut citer comme suit :

- Le premier défi à relever pour le tourisme durable est celui du *droit aux vacances et au tourisme pour tous*. En fait, l'application des principes de tourisme durable peut conduire à une discrimination des clientèles: soit par les *prix* (le tourisme durable est souvent coûteux), soit par un *système de quotas* impliquant que les premiers arrivés soient les seuls servis (limitation du nombre d'entrées en s'abritant derrière un alibi écologique) ou bien par *l'éducation* (promotion d'un écotourisme d'élite). Par ailleurs, le tourisme durable est encore trop souvent le qualificatif officiel employé (outre le fait qu'il procure des subventions) pour masquer une recherche de différenciation, de montée en gamme de la part des professionnels cherchant à accroître leur taux de profit et le désir d'une population cherchant une bonne fréquentation. Donc, concilier tourisme social et tourisme durable (qui pour le moment est encore essentiellement un tourisme de niches de marché, réservé à des clientèles et des espaces privilégiés) est plus que jamais un impératif majeur à prendre en considération dans toute stratégie de tourisme durable.
- Second défi majeur, le tourisme doit s'intégrer dans un projet beaucoup plus global de développement. Or, on privilégie trop souvent les enjeux locaux et sectoriels, en oubliant de considérer les impacts et les contraintes externes, moins visibles, mais qui n'en sont pas moins réels. Les projets de tourisme durable intègre certaines politiques locales (dans le domaine par exemple du traitement des déchets, d'économies d'énergie et d'eau...), mais oublie totalement en amont l'explosion des transports résultant de la mobilité touristique, de l'étalement des séjours et du morcellement des hébergements. Développement des transports et développement touristique rentrent donc en conflit *durablement*, car l'automobile et l'avion demeurent deux modes de transport occasionnant le plus de nuisances (accidents, pollution de l'air, changements climatiques, bruit, dégradation de la nature et des paysages, congestion urbaine, etc.). Donc, le développement touristique ne peut se concevoir que dans le cadre d'une stratégie globale des transports et de partage des ressources. L'indépassable relation entre transport et tourisme est évidemment l'un des défis majeurs pour l'application du Rapport Brundtland reposant sur une nécessaire solidarité et équité intra et intergénérationnelle (Caire et Rouillet-Caire, 2003 :9).

2. Apport du tourisme durable au développement des pays du Sud:

Le tourisme actuel peut-il favoriser un réel développement pour les pays du sud ? Le tourisme international, comme nous l'avons mentionné ci-haut, constitue une source indispensable de recettes d'exportations pour un grand nombre de pays qu'ils soient développés ou en développement. Il est aussi la principale source de devises pour un certain nombre de PED, et donc un avantage comparatif certain. Il est aussi un élément important de croissance économique, avec une part significative dans le PIB¹, et peut

¹ Les revenus du tourisme équivalent, pour les PED, à plus de 3 fois l'APD (Aide Publique au Développement) fournie par les pays de l'OCDE.

être considéré comme une branche à intégrer dans les politiques de réduction de la pauvreté¹.

Face à ce constat, le tourisme durable proposé comme alternative, avec tous les enjeux qu'il englobe, est souvent perçu par les pays du Sud comme un luxe coûteux et une censure imposée par les pays du Nord (qui ont disposé de plus de 150 ans pour développer progressivement leurs activités touristiques), et ne pouvant procurer que des ressources marginales.

Cependant, selon un certain nombre d'études, la part de la "manne touristique" qui reste au pays du Sud est actuellement inférieure à 30%². D'autant plus que cette manne est inégalement répartie entre ces pays. Dès lors, l'engagement de ceux-ci en faveur du tourisme durable constitue probablement:

- une opportunité de réorienter les flux financiers vers le milieu d'accueil ou de conserver une proportion plus élevée de ces recettes, qui pourraient être réinvesties dans le développement des territoires et la protection des sites (et de les améliorer pour les générations futures), facilitant ainsi la création des petites entreprises et d'emplois;
- un levier pour la diffusion des techniques, pour l'artisanat, pour le développement du réseau d'adduction et de traitement de l'eau, des communications, de l'agriculture, des services de santé et d'éducation, etc.;
- une opportunité de valorisation des patrimoines culturels et naturels et de promotion d'un processus participatif de la communauté dans son propre développement humain, et d'une conscience collective du respect auquel chacun a droit, y compris dans le domaine de l'égalité homme/femme; et
- un moyen important pour minimiser les différents impacts négatifs du tourisme *irresponsable* et non durable.

Néanmoins, on ne peut affirmer sans réserve que le tourisme durable peut être une recette miracle aux problèmes des pays du Sud pour les raisons ci-après:

- Le tourisme dans ces pays aura certainement beaucoup de mal à s'affranchir de la domination des multinationales occidentales, notamment dans les domaines de la diffusion de l'information et de la commercialisation;

¹ C'est dans ce cadre que l'OMT a lancé son programme ST-EP à Johannesburg (Sustainable Tourism-Eliminating Poverty), lors du sommet mondial pour le développement durable. Elle s'est dès lors engagée dans un travail de longue haleine pour encourager le tourisme durable et en mettre l'essor au service de l'élimination de la pauvreté. Actuellement, une réflexion s'impose sur les mécanismes de mise en œuvre de ce programme tout en prenant en compte sa portée et ses limites.

² On peut évoquer ici l'exemple des clubs de vacances où les équipements, l'alimentation, la direction, les animateurs sont originaires du Nord, proposant toutes les activités dans un circuit fermé et ne laissant que les emplois les moins qualifiés et les moins "nobles" aux locaux. Ces clubs ont peut-être le seul avantage d'être plus ou moins neutres en termes d'impact sur le milieu culturel que le tourisme diffus.

- Le tourisme n'est pas forcément le secteur le plus porteur de développement. Il s'agit trop souvent d'un choix mal réfléchi, adopté par défaut dans une situation d'absence totale d'avantages économiques, et qui devient une mono-activité conduisant à une dépendance quasi-totale (Caire et Rouillet-Caire, 2003:7).

3. Instruments à la portée des pays du Sud pour la promotion du tourisme durable

Parmi les voies envisageables d'accès des pays du Sud au tourisme durable, on peut évoquer les capacités d'autorégulation du marché du tourisme et l'intervention de la régulation publique.

La première voie repose sur l'idée qu'il existerait dans le tourisme une sorte de "*main invisible*" conduisant à la durabilité. Il serait en effet dans l'intérêt des opérateurs du tourisme de prendre en compte les dimensions éthique, environnementale et sociale comme un moyen pour assurer une rentabilité de long terme à leurs activités. Selon l'OMT, il existerait une convergence certaine entre les principes du développement durable et la durabilité des profits du tourisme conventionnel. Le développement durable représente l'horizon du tourisme mondial - non comme une entrave à sa croissance, mais au contraire, comme la garantie de son succès dans la durée. Mais, selon Gilles et Rouillet-Caire, la réalité du comportement effectif des multinationales touristiques du Nord dans les pays du Sud, en termes d'exploitation de la main d'œuvre et de gaspillage des ressources non marchandes, montre que cette convergence est pour le moins imparfaite (Caire et Rouillet-Caire, 2003).

C'est dans cet esprit que le Code Mondial d'éthique fait appel à un redressement de la situation: "*Facteur irremplaçable de solidarité dans le développement et de dynamisme dans les échanges internationaux, les entreprises multinationales de l'industrie touristique ne doivent pas abuser des situations de positions dominantes qu'elles détiennent parfois; elles doivent éviter de devenir le vecteur de modèles culturels et sociaux artificiellement imposés aux communautés d'accueil; en échange de la liberté d'investir et d'opérer commercialement qui doit leur être pleinement reconnue, elles doivent s'impliquer dans le développement local en évitant par le rapatriement excessif de leurs bénéfices ou par leurs importations induites, de réduire la contribution qu'elles apportent aux économies où elles sont implantées*"¹.

Enfin, et pour éviter le problème du passager clandestin², les processus de certification volontaire (codes, labels, récompenses, chartes) ont été considérés comme des moyens susceptibles d'aider à la différenciation entre entreprises responsables et entreprises prédatrices. En dehors du fait que l'inflation de labels et de certifications les rend difficilement "*audibles*" auprès des touristes, qu'ils se cantonnent souvent à l'environnemental, et qu'ils ne relèvent parfois que d'un simple argument de marketing,

¹ Article 9/5 de du Code mondial d'éthique du tourisme (1999), www.world-tourism.org.

² Un agent se comporte en passager clandestin (free rider) lorsqu'il cherche à bénéficier du service rendu par un équipement collectif (ici le milieu environnemental et social, matière première du tourisme) sans acquitter le prix correspondant aux avantages qu'il en tire.

il nous semble que ces procédures d'auto-détermination des règles, d'auto-adhésion, d'auto-contrôle et d'auto-sanction, malgré leurs vertus, comportent encore peu d'avantages. De plus, ces règles autodéterminées sont souvent privées de toute valeur juridique de telle sorte que leur manquement est rarement sanctionnable (*soft laws*).

Dans cet ordre d'idées, on peut avancer que les mécanismes classiques de régulation publique sont encore utiles si on se situe dans une optique d'incitation et de sanction. En effet, le rôle des pouvoirs publics est encore important et doit se traduire par la mise en place des politiques publiques coordonnées, l'encadrement et la préparation des populations, l'optimisation des retombées ainsi que le choix des formes adaptées du tourisme. Plus précisément, les mécanismes qu'on peut mettre en œuvre dans cette optique sont comme suit:

- Les mécanismes réglementaires: maîtrise foncière, gestions des droits à construire, législation sociale, lois environnementales (lois sur la gestion des déchets, sur l'emploi des produits interdits, sur les émissions, etc.), lois relatives à la classification des établissements hôteliers;
- La redistribution: sécurité sociale pour les travailleurs du tourisme (et notamment, pour les saisonniers); formations touristiques publiques afin d'assurer l'égalité des chances ; impôts sur les entreprises de tourisme en vue de financer des infrastructures bénéficiant à toute la population ; subventions pro développement durable; politique sociale du tourisme, etc. (Caire et Rouillet-Caire, 2003).
- Les investissements dans des études de faisabilité et d'impacts (environnemental, social et sur la santé), des équipements publics structurants, dans la restauration et la réhabilitation du patrimoine;
- Les subventions et des taxes: soutien à la prise de risques de porteurs de projets, instauration de quotas d'embauche locale, écotaxes, taxes de séjours, vignette touristique (Egypte), paiements des aires de stationnement, encouragement de l'ouverture des équipements touristiques à la population locale, etc.;
- L'organisation de la promotion et le soutien à la commercialisation d'activités diffuses;
- Les campagnes de sensibilisation et d'éducation pour promouvoir les valeurs culturelles¹ et les vertus du tourisme durable dans l'inconscient du consommateur et de l'opérateur (Caire et Rouillet-Caire, 2002:5).

Mais, peut-on ne compter que sur une régulation publique du tourisme loin de l'intervention des autres acteurs concernés? Cette seconde voie, quoiqu'elle soit indispensable et complémentaire des autres voies, connaît cependant certaines limites tenant aux conséquences de la mondialisation sur la régulation publique, à la déréglementation concurrentielle entre États², à l'idéologie libérale dominante¹, et pour

¹ La demande dominante des touristes est encore orientée majoritairement vers le repos et le divertissement non culturel.

² Comme le souligne l'OMC (1998, S/C/W/51), le tourisme était déjà le secteur de service le plus libéralisé avant même que commence le cycle de Doha.

les pays du Sud à la faiblesse de l'appareil étatique, souvent corrompu, souffrant souvent d'un niveau de gouvernance insuffisant.

En définitive, *“bien que les autorités locales soient les institutions privilégiées pour exercer un pouvoir de régulation, on reconnaît de plus en plus que l'existence de formes d'autorégulation à travers des initiatives volontaires des entreprises commerciales sera un élément primordial du développement et de la mise en œuvre de pratiques plus durables. La collaboration entre le secteur privé et le secteur public au niveau local constitue un forum essentiel pour ce développement effectif d'une autorégulation aux côtés d'une régulation plus classique”* (Middleton, 1999).

Conclusion:

L'observation de la réalité empirique du tourisme, surtout dans les pays du Sud, montre que faute d'actions réfléchies susceptibles de faire sortir le tourisme des pratiques constamment agressives à l'égard des valeurs culturelles, de l'environnement, de l'équilibre socio-économique des zones d'accueil, l'on se dirige, sans abus de langage, vers une *"asphyxie suicidaire"* d'un secteur reconnu de tous pour ses vertus et ses retombées fort avantageuses (revenus, emplois, etc.).

L'analyse que nous avons adoptée ci-haut montre qu'il y a une nécessité d'application des indicateurs de durabilité au domaine du tourisme suite bien sur à une hiérarchisation de priorités; tâche qui s'avère moins faciles par rapport à d'autres domaines comme l'agriculture et les transports où les enjeux de développement durable paraissent moins difficiles à cerner. De nouveaux critères de décision et d'investissement, qui intègrent les dimensions économiques, écologiques et socioculturelles du tourisme durable ont été explicités et définis par ce travail. Ils pourront servir aux décideurs de dégager les lignes directrices de leurs futures politiques d'intervention. L'objectif ultime sous-jacent est surtout d'anticiper sur les tendances touristiques émergentes et de développer des propositions concrètes, économiquement viables, socialement défendables, écologiquement praticables pour répondre aux mutations que traverse actuellement de manière générale l'ensemble des pays du Sud, et en particulier le Maroc.

¹ Ainsi, parmi les pays participant au cycle de Doha, un consensus s'est largement constitué sur les bienfaits de l'ouverture en matière de tourisme. Le protectionnisme (limitation du tourisme à l'étranger par autorisation de sortie du territoire et contrôle des changes) et l'isolationnisme (interdiction ou limitation des entrées et des déplacements des touristes étrangers sur le territoire) semblent avoir définitivement vécu.

Bibliographie :

Brüggemann J. et al., 2002. Biodiversity and Tourism in The Framework of the Convention On Biological Diversity. Report of the Workshop at Cañaveral, Tayrona National Park, 25-30 November 2001, Federal Agency for Nature Conservation, <http://www.cbd.int/doc/case-studies/tour/cs-tour-tayrona-en.pdf> [8 février 2008]

Caire G. et Roullet-Caire M. 2003. "*Tourisme du Nord et développement durable du Sud : la contribution de l'alter-tourisme*". Forum international "Tourisme solidaire et développement durable", Marseille, 29-30 septembre, <http://sceco.univ-poitiers.fr/gedes/docs/marseille0412.pdf> [3 février 2008].

Caire G., Roullet-Caire M., 2002. "*Le tourisme peut-il être un élément de développement durable*". Enjeux du développement durable, Orcades, Poitiers.

Cazes G., Lanquar R., 2000. L'aménagement touristique et le développement durable. PUF Que-sais-je, n°1882, p.7.

Ceron J.P., Dubois G., 2000. "*Les indicateurs du tourisme durable: Un outil à manier avec discernement*". Cahier Espaces, n°67, Editions ESPACES, novembre.

Costas C. et al., 2003. Tourism and Biodiversity: Mapping Tourism's Global Footprint. Report of the Conservation International/UNEP. www.unep.org/PDF/Tourism_and_biodiversity_report.pdf [8 février 2008]

Deprez S., Bourcier A., 2007. "*Vers des indicateurs de développement durable pour connaître, informer et décider: réflexion méthodologique appliquée à l'étude des effets environnementaux du transport de marchandises en ville*". www.francophonie-durable.org/documents/colloque-ouaga-a4-contribution-deprez.pdf [15 décembre 2007]

El Alaoui F., 1999. Le Tourisme Equitable. Mémoire de recherche soutenu le 25 septembre sous la direction de Elisabeth Morlin pour l'obtention du Master de Management du Tourisme- ESG, Paris.

EL Bayed H., 2003. "*Tourisme durable et développement local: Approche par la dynamique territoriale et les indicateurs de durabilité*". XIIIème conférence internationale du RESER, Services et développement régional, Mons, 9-10 Octobre, Ateliers de la Fucam.

Jolin L., 2004. "L'ambition du tourisme social: un tourisme pour tous, durable et solidaire!". Fiche synthèse. www.bits-int.org/documents_divers/fr/Fichetourismesocialfev04.pdf [11 décembre 2007].

Laliberté M., 2005. "*Le tourisme durable, équitable, solidaire, responsable, social... un brin de Compréhension*". Globe-Veilleur: édition du 14 septembre.

Madec P., 2003. Les indicateurs de développement durable. Mémoire de DESS soutenu sous la direction de Olivier Clement. DESS "*Activités et Aménagements Littoraux et Maritimes*", Université Montpellier II, septembre. www.belspo.be/platformisd/Library/rapport%20Madec.pdf [5 décembre 2007].

Middleton V., 1999. A Practical Framework for Assessing the Issues with Particular Reference to Coastal Mediterranean and Alpine Regions. Copenhague European Environment Agency, and Sieber W., *Tourism and the Environment at the European Level*.

Normand H., 2003. *“Écotourisme, tourisme durable, tourisme responsable ou tourisme équitable?”*. L'Ère de l'Écotourisme, Bulletin Spécial produit par l'Association Québécoise pour la Promotion de l'Éducation Relative à l'Environnement (AQPERE) dans le cadre de l'Année Internationale de l'Écotourisme 2002, hiver 2003.

Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), *“Code mondial d'éthique du tourisme”*, disponible sur : www.worldtourism.org/code_ethics/pdf/languages/Codigo%20Etico%20Fran.pdf. [3 mars 2008]

Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), 1999. Guide à l'intention des autorités locales: Développement durable du tourisme.

“Raison d'un tourisme différent”, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Partie_2.pdf. [25 février 2008]

Rechatin C., 1997. *“Les indicateurs comme outils de communication sur l'environnement”*. Institut Français de l'Environnement (IFEN).

Tourisme Québec, 2003. *“Écotourisme et tourisme de nature, orientations et plan d'action 2003-2008”*. Direction du développement des produits touristiques